



Ordonnance de télécom CRTC 2020-147

Version PDF

Référence : 2020-74

Ottawa, le 7 mai 2020

Bell Canada – Approbation définitive d'une demande tarifaire

1. Le Conseil **approuve de manière définitive** la demande tarifaire suivante :

Demandeur	Avis de modification tarifaire et description	Date de la demande	Date d'entrée en vigueur
Bell Canada	AMT 7608 Tarif général – Introduction d'une nouvelle clause de migration pour le service Megalink	10 février 2020	25 février 2020

2. Le Conseil n'a reçu aucune intervention relativement à la demande.
3. Conformément au sous-alinéa 1b)(i) des Instructions de 2006¹, le Conseil estime que l'approbation définitive de la présente demande permettra d'atteindre l'objectif de la politique énoncé au paragraphe 7f) de la *Loi sur les télécommunications*².
4. Conformément aux Instructions de 2019³, le Conseil estime que la présente ordonnance, qui repose sur un dossier complet, peut promouvoir la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation. Plus précisément, l'approbation définitive de la présente demande favorisera les intérêts des consommateurs et l'innovations, puisqu'elle i) offre une flexibilité supplémentaire en permettant aux clients de migrer d'un service Megalink qui est assujéti aux modalités d'une durée minimale de contrat (DMC), pour accéder à des lignes de service qui sont également assujétiées aux modalités d'une DMC et ii) fait en sorte que ces clients continuent à avoir accès à des services de télécommunication de haute qualité découlant de la nouvelle clause de migration.

¹ Décret donnant au CRTC des instructions relativement à la mise en œuvre de la politique canadienne de télécommunication, DORS/2006-355, 14 décembre 2006

² L'objectif de la politique cité est le suivant : 7f) favoriser le libre jeu du marché en ce qui concerne la fourniture de services de télécommunication et assurer l'efficacité de la réglementation, dans le cas où celle-ci est nécessaire.

³ Décret donnant au CRTC des instructions relativement à la mise en œuvre de la politique canadienne de télécommunication pour promouvoir la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation, DORS/2019-227, 17 juin 2019

5. Des pages de tarif modifiées doivent être publiées dans les 10 jours civils suivant la date de la présente ordonnance. Les pages de tarif modifiées peuvent être présentées au Conseil sans page de description ni demande d'approbation; une demande tarifaire n'est pas nécessaire.

Secrétaire général